



NOTRE DAME DES LANDES

**Le gouvernement trahit les accords
obtenus par la lutte selon lesquels
ni les travaux de l'aéroport
ni les expulsions ne commenceraient
avant l'épuisement des recours juridiques.**



Pas de trêve hivernale : le procès du 13 janvier 2016 à Nantes visant l'**expulsion des habitants et paysans « historiques »** veut acculer les opposants au projet d'aéroport de NDDL par des pressions financières d'astreinte de 200 à 1000 euros par jour et la mise sous séquestre des biens et cheptels, ceci avant la phase d'expulsion policière. Ce qui nous amène à protester collectivement et vigoureusement.

Alors que nous estimons que le dialogue et la concertation sont une nécessité pour dépasser des crises écologiques, sociales et économiques, l'acharnement auquel nous assistons ne fait que renforcer notre détermination à contester ce projet d'infrastructure inutile, coûteux et clairement contradictoire avec nos objectifs de lutte contre le dérèglement climatique et pour le dialogue environnemental et social.

Sur la forme comme sur le fond, ce projet d'aéroport est inepte. Au scandale écologique, le premier ministre ajoute un scandale démocratique et social. Il va de soi que cette façon de faire ne peut créer que la défiance sur l'ensemble des actes et « engagements » du gouvernement, notamment lors de la COP 21. Depuis une décennie, nous avons subi une politique d'intentions « écologistes » reposant sur une duplicité institutionnalisée. Nous n'accepterons plus cette écologie des discours contredite par des actes contraires.

Dans le Tarn, comme à Nantes, Rennes, Marseille, Paris, Toulouse et dans plusieurs autres villes, nous appelons avec la plus grande fermeté le gouvernement à cesser les expulsions et expropriations des agriculteurs et des habitants de la ZAD de Notre-Dame des Landes.

Nous appelons le président de la République et le premier ministre à abandonner ce projet d'aéroport qui, à l'heure des crises alimentaire, climatique et énergétique, à l'heure de l'érosion des écosystèmes, constitue une aberration.

Nous ne cautionnerons pas un double discours qui tend à devenir une seconde nature de « responsables » politiques.

Nous exprimons notre entière solidarité à ceux et celles qui luttent contre les grands projets inutiles et incarnent la modernité et l'ouverture au 21^e siècle.

Nous appelons les citoyens et citoyennes à participer aux mobilisations locales pour dire qu'ils refusent l'utilisation de la violence ou de « l'état d'urgence » comme moyen d'imposer des mégalomanies locales ridicules.

Nous nous mobiliserons autant et aussi longtemps qu'il le faudra pour que ce combat reste emblématique.

RASSEMBLEMENT SAMEDI 9 JANVIER - ALBI 14H30 - Place du Vigan

A l'appel de l'ACIPA et des ONG nationales: ATTAC France, Agir pour l'environnement, Confédération Paysanne, Fédération Nationale des associations des usagers de transports, France Nature Environnement, Greenpeace France, les Amis de la Terre, Paysages de France, Réseau Action Climat... Des associations et organisations de S&L se joignent à la mobilisation de solidarité aux résistants au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (Nantes) le samedi 9 janvier partout en France.

Localement ce rassemblement est soutenu par les premiers signataires suivants :

Collectif pour la sauvegarde la zone humide du Testet, ATTAC 81 Confédération Paysanne 81...

Contacts locaux : collectiftestet@gmail.com

Exprimez votre solidarité en envoyant des cartes postales à : ACIPA BP 5 44130 Notre Dame des Landes
Ou des messages à : acipa.info@free.fr ou zad@riseup.net